

Google se transforme en outil de censure pour Pékin

MONDE Chine

GUSTAVO KUHN

■ Google a emboîté le pas à Yahoo et à Microsoft. Attirée par l'énorme marché de l'Internet chinois, la société californienne s'est pliée aux exigences de Pékin. Elle a lancé google.cn, une version locale de son moteur de recherche, autocensurée. Les opposants au régime pourront-ils encore se faire entendre?

En Chine, la croissance ultrarapide de l'Internet ouvre des perspectives commerciales particulièrement alléchantes. Pour se tailler de bonnes parts de ce marché en pleine expansion, les majors étasuniennes du web n'hésitent plus à renoncer aux concepts de liberté d'expression et de libre accès à l'information. Après Yahoo et Microsoft, c'est au tour de Google de s'autocensurer, se pliant ainsi au désir de Pékin de contrôler tout ce qui se dit et s'écrit sur son territoire.

La société californienne a en effet lancé hier une version chinoise de son moteur de recherche. Sa particularité? Elle bloque l'accès aux sites non-agrétés contenant des termes qui dérangent, tel «Tibet», «démocra-



Les internautes n'auront désormais plus accès aux pages étrangères traitant de la Chine en termes que réprovoque Pékin. (KEYSTONE)

tie» ou encore «droits de l'homme». Les recherches des internautes étant ainsi filtrées, google.cn dirige les surfeurs ayant tapé un mot-clé qui fâche vers des sites présentant le discours officiel en la matière.

L'opposition chinoise ne pouvait déjà pas s'exprimer sur les sites locaux, les internautes n'auront désormais plus accès aux pages étrangères traitant de la Chine en terme que réprovoque Pékin. «L'information non officielle n'a pas vraiment disparu, explique Stéphane Koch, président de l'Internet Society Geneva. Le problème est que les Chinois n'y ont plus accès. Ils sont dès lors amenés à penser que la version qu'ils lisent, celle

du gouvernement, est la seule qui existe. Le moteur de recherche sur Internet était jusqu'ici un formidable outil d'accès à l'information. Il est en train de se transformer en outil de censure.»

Législation locale

«Nous appliquons la législation locale» et «si le retrait de résultats de recherches est contraire à la mission de Google, ne pas fournir d'information... est davantage contraire à notre mission», ont été les principales justifications du groupe.

«Le lancement de google.cn marquera un jour noir pour la liberté d'expression en Chine», s'insurge pour sa part Reporters

sans frontières. L'association rappelle que si Google censurait déjà son service de dépêches d'actualités, son moteur de recherche international, disponible en mandarin, n'était pas contrôlé par Pékin.

Or Google était la dernière de grande entreprise du web à ne pas avoir cédé en la matière. Yahoo censure son propre système chinois depuis 2002, sur la base d'une liste noire fournie par les autorités. Tout comme MSN spaces, le service de blogs de Microsoft. Une autre accusation particulièrement grave concerne Yahoo. L'entreprise aurait livré à Pékin des données personnelles sur un détenteur d'adresses e-mail. Les autorités chinoises seraient remontées, grâce à ces informations, jusqu'au journaliste Shi Tao. Accusé d'avoir «divulgué illégalement des secrets d'Etat à l'étranger», il a été condamné à dix ans de prison.

«La Chine a mis sur pied une structure de contrôle d'Internet tellement développée qu'il est désormais très difficile de la contourner, affirme M. Koch. Les cyberdissidents doivent recourir à des voies, passant par des tiers, de plus en plus sophistiquées. C'est un véritable jeu du chat et de la souris, avec un chat de plus en plus puissant.»